



Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
Bureau pour la Coordination des Affaires Humanitaires
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest

Rapport de situation mensuel- janvier 2009

FAITS MARQUANTS :

Les chenilles légionnaires dévastent les cultures au Liberia

La fièvre jaune en hausse en Afrique de l'ouest

Mali-Niger : insécurité persistante

Mauritanie : nouvelle élection présidentielle prévue en 2009

1- SITUATION HUMANITAIRE

Sécurité alimentaire et nutrition

Afrique de l'ouest : marchés bien approvisionnés avec des prix encore élevés¹

La campagne 2008-2009 a été caractérisée par une bonne pluviométrie généralement bien répartie dans l'espace et dans le temps. La production céréalière est estimée à 54 millions de tonnes dont 9 millions de tonnes de riz et 45 millions de tonnes de céréales sèches pour le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Dans le Sahel, la production céréalière est estimée à 15.5 millions de tonnes (cette estimation n'incluant pas le Sénégal). Cette production au Sahel représente une augmentation de 21% par rapport à l'année dernière (2007/2008) et 24% par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

Les marchés sont actuellement bien approvisionnés. Toutefois, les prix des céréales locales bien qu'en baisse depuis le début des récoltes intervenues entre octobre et novembre 2008 demeurent supérieur à la moyenne saisonnière (notamment pour le riz) malgré la tendance de baisse des prix au niveau mondial. Face à la forte augmentation des prix des denrées alimentaires de l'année 2008, certains pays de l'Afrique de l'Ouest ont adopté des mesures visant la restriction, voir l'interdiction, des exportations en dépit des accords régionaux préconisant la libre circulation des biens dans les espaces CEDEAO et UEMOA. Ces mesures entravent la fluidité des marchés et les complémentarités entre les zones excédentaires et celles déficitaires.

Présentement la disponibilité alimentaire est globalement satisfaisante dans toute la région Sahel et Afrique de l'Ouest. Mais il est fondamental pour les états de mettre en place des politiques de régulation afin de stabiliser la forte volatilité des prix.

Liberia: une invasion de chenilles fait craindre une crise alimentaire (FAO)

Des hordes de chenilles légionnaires ont envahi le nord du Liberia et détruit les cultures et la végétation, une situation qui vient compliquer la crise alimentaire et environnementale. Selon la FAO, plus de 62 villes et communautés dans les comtés de Bong, Lofa et de Gbarpolu ont été affectées. Près de 350.000 personnes ont été touchées à Bong. Le 27 janvier, la présence des chenilles en Guinée voisine avait été confirmée. Ces chenilles, qui mesurent deux à trois centimètres et qui progressent par dizaines de millions, détruisent les cultures et la végétation, et forcent les paysans à abandonner leurs maisons et leurs champs, faisant peser sur l'Afrique de l'Ouest l'aggravation d'une la situation humanitaire. Plusieurs puits et cours d'eau sont également devenus impropres à la consommation. Trois comités d'urgence ont été mis en place par le Liberia pour faire face aux besoins en construction et remise en état de puits, chloration des points d'eau,

¹ Note d'information sur la sécurité alimentaire (NISA, décembre 2008) PRCA

main d'œuvre qualifiée, etc. La présidente libérienne Ellen Johnson Sirleaf a déclaré, le 26 janvier dernier, l'état d'urgence pour combattre l'invasion de chenilles légionnaires. Selon la FAO, le Liberia pourrait faire face à une nouvelle vague de chenilles légionnaires destructrices de récoltes. Les chenilles retournent dans le sol durant sept à douze jours avant de devenir adultes. Les larves peuvent se reproduire rapidement et pondre quelque 1.500 œufs en une semaine qui peuvent produire de chenilles destructrices des récoltes en quelques jours.

Santé

Burkina Faso : La méningite fait plus de 50 morts

Du 12 au 18 janvier, 144 cas suspects de méningite ont été notifiés au Burkina Faso dont 21 décès, faisant un taux de létalité de 14,6%, a indiqué l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Le district de Toma est en alerte avec un taux d'attaque de 7,3 cas pour 100.000 habitants, alors que celui de Pama est en épidémie depuis la deuxième semaine avec un taux d'attaque de 27,8 cas pour 100.000 habitants. Depuis le début de l'année 2009, un total de 372 cas suspects dont 53 cas de décès a été enregistré.

Nigeria: Le choléra fait 27 victimes à Ebonyi

Au moins 27 enfants sont morts et plusieurs autres ont été hospitalisés à la suite d'une épidémie de choléra dans l'Etat d'Ebonyi, dans le sud-est du Nigeria, selon le ministère de la Santé et de l'Environnement. Tous les enfants qui ont succombé à la maladie avaient moins de 10 ans et étaient originaires de Ndiagu-Anagu, dans la région d'Ikwo. D'autres enfants touchés ont été soignés dans les centres de santé et les hôpitaux de la région, située à 519 kilomètres à l'est de Lagos. Les autorités de l'Etat ont confirmé les décès mais n'ont pas communiqué de détails sur le nombre total de personnes touchées. Les enfants avaient tous consommé l'eau d'une même source, qu'on soupçonne d'être contaminée. (Source IRIN, le 19 janvier 2009)

Ghana : Plus de 1320 cas de cholera notifiés

A la date du 21 janvier 2009, 1.324 cas de cholera dont 21 décès ont été répertoriés dans les trois régions du Volta, Eastern et Greater Accra. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 932 cas dont huit décès sont notifiés dans la métropole d'Accra; 134 cas dont cinq décès à Akwapem North District à Eastern Region dans l'est du pays, et 235 cas faisant huit décès dans la région du Volta, dont sept dans la localité d'Anyako considéré comme l'épicentre de l'épidémie.

Près de 500 cas de méningite en Afrique de l'ouest

Selon l'OMS, 489 cas de méningite dont 57 décès ont été répertoriés pendant la première quinzaine de l'année 2009. Ainsi, à la date du 11 janvier 2009, le Burkina Faso enregistrait le plus grand nombre de cas avec 228 dont 32 décès, suivi du Niger avec 126 cas et 6 décès, du Tchad avec 43 cas comprenant 7 décès, du Nigeria avec 43 cas dont 1 décès. Cependant la Côte d'Ivoire, avec 6 décès pour seulement 20 cas enregistrait le taux de létalité le plus élevé (30%).

Afrique de l'ouest : La hausse de la fièvre jaune inquiète l'OMS

L'OMS s'inquiète également de l'augmentation des cas de fièvre jaune en Afrique. En 2008, l'Afrique a connu 13 cas contre une moyenne de deux à cinq cas par an ces dernières années. Quatre épidémies ont été répertoriées en Afrique sub-saharienne depuis décembre 2008, notamment au Cameroun, en République Centrafricaine, en Guinée, et en Sierra Leone où l'ONG Médecins sans frontières (MSF) a débuté le 10 janvier dernier une campagne de vaccination visant 500.000 personnes à Bo District.

La majorité des cas est enregistrée en Afrique sub-saharienne avec 32 pays africains considérés « à risque ». Cependant, l'Afrique de l'ouest est plus touchée avec 72% de la région affectée par des épidémies depuis 2000, selon l'OMS. Dans le cadre de l'Initiative contre la Fièvre Jaune, l'OMS, les gouvernements et les partenaires comptent vacciner 49 millions de personnes d'ici à 2010 dans 12 pays où la fièvre jaune est

endémique: Benin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Liberia, Mali, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

A ce jour, la vaccination est complète au Burkina Faso, au Mali, au Sénégal et au Togo. Deux cas de fièvre jaune ont été confirmés à Faranah en Guinée, et une vaccination de masse a été lancée par les agences internationales le 26 janvier dernier.

Protection et mouvement de populations

Rencontre tripartite sur le dépôt humanitaire de la CEDEAO au Mali

Une mission OCHA a séjourné du 20 au 26 janvier au Mali en vue d'échanger avec les autorités maliennes et les représentants de la CEDEAO sur l'établissement d'un dépôt humanitaire dans ledit pays. En 2005, les pays membres avaient pris la décision d'ouvrir un dépôt humanitaire au Mali et un autre destiné au maintien de la paix à Freetown. Mr. Putman Cramer, le Chef de la Section des Urgences de OCHA qui a dirigé la mission, s'est entretenu avec diverses autorités, notamment le Premier Ministre malien, pour faire l'état de l'avancement du dossier dont le but final serait de permettre aux humanitaires d'intervenir plus rapidement en temps de crise.

2- SITUATION SECURITAIRE ET SOCIO-POLITIQUE

Nord Mali-Nord Niger : l'insécurité persiste

La sécurité est toujours précaire au nord du Mali et au nord du Niger. En plus des combats sporadiques qui opposent armée régulière malienne aux forces rebelles touaregs, la zone est souvent sujette à des incidents allant des braquages des véhicules de transport aux enlèvements. Le 22 janvier dernier, quatre touristes européens - deux Suisses, un Allemand et un Britannique - ont été kidnappés dans la région frontalière entre Mali et Niger, un mois après la disparition de deux diplomates canadiens travaillant pour l'ONU dans la région de Niamey. Cette zone est désertique sans une grande présence administrative favorisant les trafics en tout genre.

Au Mali, 31 rebelles touaregs du groupe dirigé par Ag Bahanga auraient été tués le 22 janvier dans le nord-est du Mali, au cours d'une offensive de l'armée malienne, qui avait déclenché début janvier une opération de sécurisation dans le nord-est du pays². Aussi, les trois derniers soldats maliens retenus en otage par le groupe dirigé par Ibrahim Ag Bahanga ont été libérés le 25 janvier, selon un communiqué émanant de la présidence malienne. Auparavant, le président malien Amadou Toumani Touré avait réaffirmé sa volonté d'appliquer l'accord de paix d'Alger qui stipule notamment que les Touareg ne doivent plus réclamer l'autonomie de leur région tandis que Bamako doit accélérer le développement des régions du Nord. Mais Ag Bahanga, le plus radical des chefs de groupes rebelles, demande depuis 2007 que l'armée allège son dispositif dans la zone de Tinzaouatène, à la frontière avec l'Algérie.

La Guinée suspendue de la CEDEAO

La CEDEAO, à l'issue de son sommet extraordinaire consacré à la Guinée le 10 janvier dernier à Abuja, a rejeté toute idée d'une transition militaire en Guinée et suspendu le pays de l'organisation, en ligne avec sa politique de tolérance zéro sur la prise ou le maintien du pouvoir par des voies anticonstitutionnelles. La CEDEAO a exhorté le Conseil national pour la Démocratie et le Développement (CNDD) à assurer le rétablissement de l'ordre constitutionnel, s'engageant également à accompagner le pays sur la route du rétablissement de l'ordre démocratique. Une junte militaire a pris le pouvoir en Guinée le 23 décembre 2008, après la mort du président Lansana Conté. Par ailleurs, une vingtaine de PDG de sociétés et d'anciens hauts responsables de l'Etat guinéen ont été soumis à des interrogatoires sur leur gestion de certains fonds, dans le cadre du souhait avoué par la junte de lutter contre la corruption. Depuis son avènement, la junte militaire a consenti d'importants efforts diplomatiques auprès des états africains et occidentaux. *Lire le texte de la CEDEAO <http://news.ecowas.int/presseshow.php?nb=003&lang=en&annee=2009>*

² Source : AFP, 22 janvier 2009

Mauritanie : Election présidentielle prévue dans six mois

Une élection présidentielle sera organisée en Mauritanie le 6 juin 2009, selon un communiqué daté du 23 janvier 2009 de la junte au pouvoir. Le gouvernement a reçu instruction du Haut Conseil d'Etat, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour préparer dans les meilleures conditions possibles les élections présidentielles. Auparavant, le président mauritanien Sidi Ould Cheikh Abdallahi, renversé le 6 août 2008, avait annoncé qu'il accepterait le principe d'élections présidentielle et législatives anticipées, avec la condition de la mise à l'écart de l'armée du pouvoir et de la restauration des institutions légales issues des élections de 2007, impliquant son retour du président dans ses fonctions. Le 31 janvier, l'Union africaine (UA) et ses partenaires, dont l'Union européenne (UE), ont décidé de reporter au 20 février leur réunion consacrée à l'imposition de sanctions contre le régime militaire.

3- MOBILISATION DES RESSOURCES

Sierra Leone : La BAD débourse 112 M USD pour appuyer l'économie de la Sierra Leone

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé un financement de 112 millions de dollars US pour la relance de l'économie en Sierra Leone, dans un communiqué publié le 23 janvier. Le financement de la BAD vise à stimuler la croissance économique grâce à la réhabilitation des infrastructures, l'amélioration du secteur agricole et la promotion de la bonne gouvernance. Cette allocation permettra notamment la construction d'une route reliant le nord et l'est du pays à la ville aéroportuaire de Lungi en vue de faciliter les liaisons avec le Libéria et la Guinée voisins. Un projet d'alimentation en eau potable pour les populations rurales est également prévu, ce qui devrait améliorer l'infrastructure sanitaire, selon l'institution financière. http://www.afdb.org/portal/page?_pageid=293,174339&_dad=portal&_schema=PORTAL&press_item=30779232&press_lang=us

CAP 2009

L'Appel Consolidée 2009 pour l'Afrique de l'Ouest, s'élevant à 362 millions de dollars, a été lancé le 24 novembre dernier à Dakar. Couvrant 15 pays-membres de la CEDEAO, cet appel est axé sur la crise de la hausse des prix alimentaires et ses effets potentiels sur les domaines suivants : sécurité alimentaire et nutrition, santé, eau et assainissement, protection et coordination et services de soutien.

A la date du 27 janvier, les contributions pour le CAP 2009 s'élevaient comme suit :

http://ocha.unog.ch/fts/reports/daily/ocha_R32_A839_0901270208.pdf

Thèmes	Montant requis US \$	Montant reçu US \$	%
Sécurité alimentaire et Nutrition	220 596 203	415 485	0,1%
Santé	15 663 789	0	0%
Protection	62 191 033	0	0%
Eau, Assainissement, Hygiène (WASH)	13 250 480	0	0%
Coordination/Information Management and Support Services	49 338 969	1 000 000	2%
Total:	361 040 474	1 415 485	0,3%

OCHA-Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire en Afrique de l'Ouest/consulter nos anciens rapports/ contribuer à nos prochains rapports et toute autre information prière vous adresser à :

Yvon Edoumou, edoumou@un.org, +221.33.869.8515, +221.77.569.9653

Ndiaga Seck, seckn@un.org +221.33.869.8510, +221.77.569.9654

Vous trouverez également les informations sur <http://ochaonline.un.org/westafrika>